



Saint-Luc

Communauté Catholique du Diocèse de Marseille

Rencontre avec Gaston PIETRI, 24 février 2007

Samedi 24 février 2007

Intervention de Gaston PIETRI à l'Espace Saint-Luc Marseille



I – Qu'en est-il de la société corse ?

Incontestablement, c'est une société troublée depuis bientôt quarante ans. Une revendication identitaire vite devenue revendication politique, a traversé ces dernières décennies, accompagnée de méthodes violentes. Cela, tout le monde le sait.

1. Les Corses ont d'abord eu le sentiment de ne pas être traités comme des Français à part entière. Puis, dans un deuxième temps, la particularité est devenue motif de fierté : « *So corsu e ne so fieru.* » [*Je suis Corse et j'en suis fier.*] Ce sont d'abord des étudiants qui théoriserent, en le politisant, le problème du péril couru par l'identité corse.

Tout est parti d'une blessure identitaire transformée en problème politique. Ce type de revendication est porté depuis les années 1970 par une minorité. Cette minorité est parfois fortement récusée, en ses objectifs et ses méthodes, par les Corses eux-mêmes. Et cependant elle *diffuse*, comme on dit d'un cancer qu'il métastase.

2. La réappropriation de l'Histoire a entraîné la transposition entre d'une part la résistance armée face à la présence française à ses débuts, aussitôt après l'annexion en 1769, puis pendant le Directoire au début des années 1800 par rapport à la politique du Gouverneur militaire le Gé-

ESPACE SAINT-LUC

231 rue St-Pierre, 13005 Marseille

Tel/fax : 04 91 48 87 79 – Métro Timone

Blog: <http://stluc.over-blog.com>- Courriel : stluc@stluc.org



néral Morand, d'autre part, à la période contemporaine, la lutte armée contre **la politique de l'Etat français au XXème siècle**, principalement dans les années 1960-1970.

En effet, le *Plan d'aménagement de la Corse*, adopté en 1971 par le Conseil des Ministres est apparu comme la pire expression de la volonté de l'Etat. A l'époque, cette volonté obéissait, dans un contexte de croissance –les Trente glorieuses– aux lois du capitalisme. D'où l'idée répandue de **colonisation** à la fois économique et culturelle, ou des faits ressentis comme tels (début de l'aménagement de l'île en vue du tourisme). Témoin, l'ouvrage « *Main basse sur une île* », écrit à Paris par des étudiants corses.

3. Le nationalisme s'est peu à peu **radicalisé**, tout en consentant en son sein une aile « **modérée** » qui refuse tout à la fois la revendication d'indépendance et la violence clandestine. Aujourd'hui cette aile se nomme « *Parti de la nation corse* » (*P.N.C.*).

La source de la dérive a été **l'impôt révolutionnaire** : obligation faite à certaines personnes, choisies en fonction de leur origine et de leur statut social, de financer l'organisation. D'où aussi une lutte interne pour le pouvoir au sein du FLNC (Front de Libération Nationale de la Corse) et des règlements de comptes meurtriers.

Trois réactions :

- départ de militants de la première heure ;
- affirmation publique d'une voie nationaliste démocratique ;
- apparition d'un intégrisme idéologique dont l'expression sera l'assassinat du Préfet Claude Erignac. Le Préfet ici est le pur symbole de l'Etat.

4. **Une économie anémiée.**

Elle l'est du fait des troubles. Elle l'est aussi de façon structurelle. Le secteur public est la principale source d'emplois. Le tissu est constitué de petites entreprises, presque toutes très fragiles. Le taux de chômage est quelque peu supérieur à la moyenne nationale. La précarité s'étend. La Corse compte 260 000 habitants pour un territoire de 8000 km².

Le tourisme est en progrès depuis quelques années. Il y a certains signes qui indiquent un changement dans la demande touristique, plus harmonisée désormais avec la réalité historique et culturelle de la Corse. En effet, le tourisme de masse a longtemps privilégié les côtes ; or c'est à l'intérieur de l'île qu'on peut le mieux découvrir son patrimoine. Ce qui suppose un effort d'hébergement (gîtes ruraux, fermes-auberges), et une préservation des produits locaux jusqu'ici insuffisamment commercialisés.

II - L'Eglise dans la société corse

1. La tradition religieuse de l'île est une tradition catholique, avec une très forte coloration de religion populaire : fêtes patronales, sanctuaires mariaux, **traditions typiques** de la Semaine Sainte, qui sont probablement des traces d'une **présence franciscaine** importante et active.

2. S'il y a eu une très ancienne évangélisation de l'île, il y a eu à l'époque moderne un réel **déficit d'évangélisation**. En 1833, à l'arrivée de Casanelli d'Istria comme évêque, celui-ci trouve mille prêtres sans formation, et donc sans prédication régulière ni catéchèse des enfants. De 1835 à 1869, gros effort mené par cet évêque, avec le concours de religieux, dont les



Oblats de Marie Immaculée, à qui a été confié le Séminaire refondé. Gros investissement dans les missions pastorales avec leur « *prédication extraordinaire* ».

3. Pour ce qui est de la présence de l'Eglise à la société corse : sa place est largement reconnue et elle l'est à travers ses prestations culturelles, qui à leur manière sont jugées indispensables à la vie des villages. Or la Corse, aujourd'hui urbanisée à travers les agglomérations d'Ajaccio et de Bastia (chacune 60 000 habitants), compte encore plus de 360 communes qui sont des villages et des paroisses. D'où le sentiment que l'Eglise est de plus en plus absente, alors que les municipalités s'occupent de très près des églises et des fêtes villageoises. L'attachement au « *village* » demeure considérable, mais le dépeuplement est un drame. C'est ce qui nous a empêchés de nous engager dans une restructuration des paroisses à la manière des diocèses du continent. Nous avons préféré pousser à l'**interparoissialité**.

4. Le rapport de l'Eglise à la vie publique

Si l'on se rapporte à la période de Gênes, qui a succédé à celle de Pise, et qui a duré des siècles et connu l'échec à partir du soulèvement généralisé des Corses en 1729. puis par la suite à celle de la nation corse (1755-1768), on voit effectivement une Eglise étroitement mêlée à la vie publique.

Actuellement, d'un côté, certaines traditions religieuses populaires sont largement intégrées à la vie sociale et prises en compte souvent par les pouvoirs publics. D'un autre côté on constate que les Corses ont intériorisé efficacement la séparation entre la vie publique et la vie religieuse. Ce qui se traduit par une absence de référence publique du Message évangélique en ce qui concerne les rapports sociaux et les événements politiques.

Un point à signaler : l'Action Catholique en sa forme spécialisée (ACO, ACI, CMR, ...), et les mouvements de laïcs qui s'en sont inspirés, n'ont pas réellement pénétré en Corse. Peut-être aurait-il fallu un gros effort de pédagogie pour les adapter à la mentalité insulaire. La définition courante des milieux sociaux n'a jamais correspondu à la réalité locale. L'un des effets, compte tenu de l'intuition fondamentale « *foi-vie* », est probablement un manque à gagner pour la présence effective à la société. La foi est connotée avec insistance de façon culturelle (églises, offices). Et le clergé demeure très fort comme quasi-unique repère ecclésial.

En 1996, un colloque, largement ouvert tant au point de vue des intervenants que des participants, a eu lieu à l'Université de Corte. C'était à l'initiative de l'Eglise de Corse. Il avait pour thème « *Réflexions éthiques sur la société corse* ». Il a laissé un sillage. Un groupe de réflexion « *Corte 96* » en est né. Ce n'est pas un groupe d'Eglise, mais un lieu où sont des chrétiens conscients de l'importance des valeurs chrétiennes pour la société. En mars 2006, ce même groupe, avec le concours de la Communauté « *Sant'Egidio* », a suscité un autre colloque sur le thème « *Construire une dynamique de paix* ». Le groupe continue son travail à partir d'une série de contacts qui peuvent être considérés comme une « *politique de petits pas* ».

*Gaston PIETRI, prêtre du Diocèse d'Ajaccio, chargé du Service diocésain de la Formation ;
compte-rendu JPR*